



SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

**Commune
de
Rivière Salée**

COMPTE RENDU ANNUEL 2008



SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX

SOMMAIRE

1.	COMMENTAIRES GENERAUX.....	3
1.1.	PRESENTATION GENERALE DU SERVICE	3
1.1.1.	<i>Description.....</i>	3
1.1.2.	<i>Présentation de la Société Martiniquaise des Eaux.....</i>	3
1.1.3.	<i>La qualité de service</i>	5
1.1.3.1.	La démarche qualité de la SME	5
1.1.3.2.	Le baromètre satisfaction clients.....	5
1.1.3.3.	La qualité de l'eau et des prestations	7
1.1.3.4.	Le service client.....	9
1.1.4.	<i>Evolution de la réglementation.....</i>	11
1.1.5.	<i>Orientation pour l'avenir.....</i>	13
1.1.5.1.	Schéma Directeur de Zonage Assainissement	13
1.1.5.2.	Réhabilitation des stations d'épuration	13
1.1.5.3.	Réhabilitation des réseaux	13
1.1.5.4.	Le devenir des boues de stations de traitement d'eaux usées.....	13
1.1.5.5.	L'assainissement non collectif	16
1.1.6.	<i>Les faits marquants 2008.....</i>	17
1.1.7.	<i>Indicateurs techniques</i>	18
1.1.7.1.	Indicateurs de performance.....	18
1.1.7.2.	Usagers assainissement collectif.....	20
1.1.7.3.	Assainissement non collectif.....	20
1.1.7.4.	Réseaux et postes de refoulement	20
1.1.7.4.1.	Descriptif patrimonial.....	20
1.1.7.4.2.	Fonctionnement des réseaux	21
1.1.7.4.3.	Fonctionnement des postes de refoulement.....	21
1.1.7.5.	Fonctionnement des stations de traitement d'eaux usées	22
1.1.7.5.1.	Descriptif patrimoniale	22
1.1.7.5.2.	Fonctionnement des stations	22
1.2.	INDICATEURS FINANCIERS	23
1.2.1.	<i>Tarifs.....</i>	23
1.2.2.	<i>Prix de l'eau (facture 120 m3)</i>	24
2.	RESEAU DU BOURG	26
2.1.	SCHEMA D'ENSEMBLE.....	26
2.1.1.	<i>Principe de fonctionnement</i>	26
2.2.	INVENTAIRE DES OUVRAGES.....	28
2.2.1.	<i>Réseaux de collecte.....</i>	28
2.2.2.	<i>Postes de refoulement</i>	30
2.2.3.	<i>Station de traitement d'eaux usées du Bourg.....</i>	32
2.3.	FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES	35
2.3.1.	<i>Réseaux</i>	35
2.3.2.	<i>Postes de refoulement</i>	35
2.4.	LIMITES DES OUVRAGES ET PROJETS DE RENFORCEMENTS.....	37
2.4.1.	<i>Réseaux eaux usées</i>	37
2.4.2.	<i>Postes de refoulement</i>	37
2.4.3.	<i>Stations de traitement d'eaux usées</i>	37
3.	RESEAU DE FOND MASSON	38
3.1.	INVENTAIRE DES OUVRAGES.....	38
3.1.1.	<i>Réseaux de collecte.....</i>	38
3.1.2.	<i>Réseau de Fond Masson</i>	38
3.1.3.	<i>Station de traitement d'eaux usées de Fond Masson.</i>	38
3.2.	FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES	40
3.2.1.	<i>Réseaux</i>	40
3.2.2.	<i>Station de traitement d'eaux usées de Fond Masson</i>	40

3.3.	LIMITES DES OUVRAGES ET PROJETS DE RENFORCEMENTS.....	40
3.3.1.	<i>Réseaux eaux usées</i>	40
3.3.2.	<i>Station de traitement d'eaux usées</i>	40
4.	RESEAU DE KANEL.....	41
4.1.	INVENTAIRE DES OUVRAGES.....	41
4.1.1.	<i>Réseaux de collecte</i>	41
4.1.2.	<i>Station de traitement d'eaux usées de Kanel</i>	41
4.2.	FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES	42
4.2.1.	<i>Réseaux</i>	42
4.2.2.	<i>Station de traitement d'eaux usées de Kanel</i>	42
4.3.	LIMITES DES OUVRAGES ET PROJETS DE RENFORCEMENTS.....	42
4.3.1.	<i>Réseaux eaux usées</i>	42
4.3.2.	<i>Station de traitement d'eaux usées</i>	42
ANNEXES	43

1. COMMENTAIRES GENERAUX

1.1.Présentation générale du service

1.1.1. Description

La SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX assure pour votre commune la collecte, le transfert et le traitement des eaux usées.

Le Service assuré concerne :

- 2 643 clients assujettis ;
- 283 213 m³ facturés ;
- 17 km de réseaux de collecte gravitaire ;
- 4,7 km de réseaux de refoulement ;
- 10 postes de refoulement ;
- 3 stations d'épuration :
 - Bourg (7 000 équ. hab.) ;
 - Fond Masson (500 équ. hab.);
 - Kanel (200 équ. hab.)

Le personnel qui assure la collecte et le traitement des eaux usées des 15 240 habitants de la Commune (recensement 1999), bénéficie du soutien logistique du Siège Social de la Société Martiniquaise des Eaux.

1.1.2. Présentation de la Société Martiniquaise des Eaux

• Présentation générale de la SME :

La SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX a été créée en 1977 ; elle intervient dans les domaines de la production et de la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux résiduaires, l'expertise et le conseil aux maîtres d'ouvrages dans ses domaines de compétences.

La SME assure le service de l'eau pour 23 communes à travers 2 syndicats :

- les 16 communes du SICSM (Syndicat Intercommunal du Centre et du sud de la Martinique),
- la gestion du service de l'eau sur les communes du Lamentin et de Saint Joseph se fait à travers le syndicat mixte SICSM/CACEM ;
- les 7 communes du SCCCNO (Syndicat des Communes de la Côte Caraïbe Nord Ouest).

Elle assure également le service de l'assainissement sur le périmètre du SICSM, du SCCCNO et la ville du Lamentin en relation avec la CACEM.

Les ressources humaines, financières et techniques de la SME lui confèrent le rôle d'un acteur économique de premier plan en Martinique. Et de par ses liens avec les groupes SUEZ-LYONNAISE DES EAUX et VEOLIA-EAU, la société peut accéder aux moyens de ces deux grands groupes français, réputés pour leur expérience dans les métiers de l'eau et l'assainissement, leur expertise technique, leur solidité économique et leur stabilité financière.

- **Moyens en personnel :**

L'effectif de la SME est de 176 agents, caractérisé par une compétence forte, basée sur la formation ou l'expérience, acquise au sein de l'entreprise, ou auprès d'entreprises du même secteur d'activité en métropole.

La SME développe la compétence de son personnel en maintenant un effort tout particulier sur la formation interne. Le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation est ainsi trois fois plus important que le taux légal et prend en compte l'ensemble des dimensions utiles à l'exercice d'un métier efficace et respectueux des exigences des clients (technologies nouvelles, reporting contractuel et réglementaire, management, communication....).

Les agents sont répartis en niveau de qualification comme suit :

Ouvriers – employés :	135
Agents de maîtrise :	34
Cadres :	7

- **Organisation interne :**

La SME est organisée par métiers et par secteurs géographiques.

Son siège social est situé à Place d'Armes au Lamentin. Il y accueille tous les services centraux liés à : l'activité clientèle, la comptabilité, les ressources humaines, le service informatique, le service de management de la Qualité, l'ensemble des moyens transversaux de support technique (eau potable et assainissement), les postes centraux de télégestion, ainsi que la direction de la société.

L'exploitation des services de l'eau potable et de l'assainissement, ainsi que l'accueil client lié à ces activités sont décentralisés dans les secteurs géographiques présentés ci-après. Cette organisation des activités de la société n'a pas connu de modifications en 2007 et le statut du personnel est resté inchangé.

- **Les ouvrages confiés à la SME pour le service de l'eau potable (affermage) :**

- 3 usines de traitement d'eau, 4 captages de sources et 2 forages,
- 185 réservoirs de stockage,
- 85 stations de pompage,
- 18 millions de m³ produits par an,
- plus de 2 100 km de réseau d'eau potable.

- **Les ouvrages confiés à la SME pour le service de l'Assainissement (affermages et prestations complètes) :**

- 75 stations d'épuration d'eaux usées représentant une capacité théorique de 169 000 équivalents-habitants,
- 186 postes de relevage,
- 6,5 millions de m³ épurés par an,
- 382 km de réseau d'assainissement.

1.1.3. La qualité de service

1.1.3.1. La démarche qualité de la SME

L'évolution du marché et l'ambition de la SME de toujours satisfaire ses clients (collectivités, abonnés et consommateurs), l'ont conduite à entreprendre dès 1999 une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses produits et services.

Depuis juin 2005, la SME est certifiée ISO 9001 pour la totalité de ses activités sur l'ensemble de son périmètre :

- la production et la distribution d'eau potable,
- la gestion administrative des clients,
- la collecte et le traitement des eaux usées,
- l'entretien et l'inspection des réseaux.

La politique d'entreprise définit différents axes :

- ***Inscrire l'entreprise dans une démarche d'amélioration continue afin d'assurer la pérennité de notre développement commercial,***
- ***Anticiper et satisfaire les attentes des clients, mériter leur confiance,***
- ***Améliorer l'image de l'entreprise.***

L'ensemble des agents de la SME est mobilisé sur ces axes d'amélioration par la déclinaison d'objectifs opérationnels individuels et des ressources importantes ont été mises en place afin d'obtenir l'adhésion de tous à cette démarche Qualité.

Le système Qualité en place est évalué, en interne, par une équipe d'auditeurs internes préalablement formés, et en externe par l'organisme AFNOR Certification.

L'ensemble de ces évaluations démontre que le système de management de la Qualité de la SME répond bien aux exigences de la norme ISO 9001 version 2000 et met en avant les fondations solides liées à la construction progressive du système Qualité, l'expérience acquise par la SME dans son environnement professionnel et la forte implication et l'appropriation du système Qualité par le personnel.

En avril 2007, la SME a renouvelé pour la seconde fois, son certificat ISO 9001 valable jusqu'à juin 2010.

1.1.3.2. Le baromètre satisfaction clients

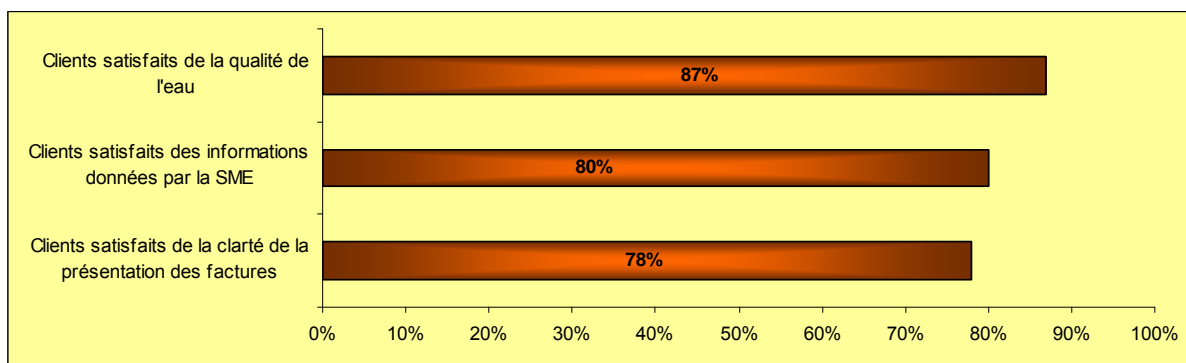
Depuis 2000, la SME lance un baromètre annuel de satisfaction clients pour mesurer l'appréciation de ses clients sur ses prestations et connaître leurs attentes.

Cette opération permet entre autres de positionner la SME pour la qualité des prestations fournies par rapport :

- à six autres opérateurs de services en Martinique (EDF, Télécom, CAF...) ;
- depuis 2006 aux autres distributeurs d'eau de la Martinique.

En 2008, l'enquête a été réalisée par l'institut de sondage LH2Dom durant le mois de décembre 2008.

On peut retenir les résultats suivants :



La SME maintient sa position de leader avec un pourcentage de satisfaction globale de 85% par rapport à ODISSY et SAUR/SMDS respectivement 83% et 84%.

1.1.3.3. La qualité de l'eau et des prestations

Les résultats de l'autocontrôle pour l'année 2008 sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :

STATION	BOURG (5 000 EH)	FOND MASSON (500 EH)	Kanel (200 EH)
Nombre de bilans effectués	12	-	-
Nombre de bilans dépassant la charge de référence	9	-	-
ANALYSES CONFORMES			
DBO ₅	12	-	-
DCO	12	-	-
MES	10	-	-
NK	-	-	-
Pt	-	-	-
Nombre de bilans conformes	10	-	-
% de conformité	83 %	-	-

▪ Station du Bourg

En 2008, des travaux ont été réalisés afin d'équiper cette station en préleveurs fixes d'eau brute et d'eau traitée et d'une mesure de débit en entrée de manière à permettre la réalisation du nombre de bilans réglementaire conformément à l'arrêté du 22 décembre 1994 pour les stations de traitement d'eaux d'une capacité supérieure à 2000 équivalent habitants. Toutefois, les travaux n'ont pas été réceptionnés.

▪ Station de Fond Masson

En 2008, les travaux d'équipement de cette station en points de prélèvement et canal de mesure ont été réalisés conformément à l'arrêté du 21 juin 1996 pour les stations de traitement d'eaux d'une capacité inférieure à 2 000 équivalent habitants. Toutefois, les travaux n'ont pas été réceptionnés.

▪ Station Kanel

En 2008, les travaux d'équipement de cette station par un point de prélèvement en entrée se sont déroulés conformément à l'arrêté du 21 juin 1996 pour les stations de traitement d'eaux d'une capacité inférieure à 2 000 équivalent habitants. Toutefois, les travaux n'ont pas été réceptionnés.

L'arrêté du 22 juin 2007 (tableau n°6) intègre la notion de non-conformité des bilans de la manière suivante :

Nombre d'échantillons dans l'année	Nombre maximal d'échantillons non conforme	Nombre d'échantillons dans l'année	Nombre maximal d'échantillons non conforme
4 - 7	1	54 - 67	6
8 - 16	2	68 - 81	7
17 - 28	3	82 - 95	8
29 - 40	4	96 - 110	9
41 - 53	5	111 - 125	10

L'application des commentaires du tableau n°6 de l'arrêté du 22 juin 2007 amène les conclusions suivantes :

- la station du BOURG : CONFORME
- la station de FOND MASSON : NON JUGEABLE
- la station de KANEL : NON JUGEABLE

Rappel des seuils pris en compte pour le calcul de la conformité :

Paramètres	STATIONS					
	Bourg		Fond Masson		Kanel	
	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)
DBO ₅	25	70 %	35	60 %	35	60 %
DCO	125	75 %	-	60 %	-	60 %
MES	35	90 %	-	50 %	-	50 %
NGI	-	-	-	-	-	-
Pt	-	-	-	-	-	-

D'autre part la fréquence des prélèvements après la mise en place des équipements réglementaires devra être effectuée conformément au tableau suivant :

PARAMETRES	STATIONS		
	Bourg	Fond Masson	Kanel
	Nombre de mesures par an		
Débit	365	1	1
MES	12	1	1
DCO	12	1	1
DBO ₅	4	1	1
NK	-	-	-
NH ₄	-	-	-
NO ₃	-	-	-
NO ₂	-	-	-
Siccité des boues évacuées	4	-	-

1.1.3.4. Le service client

• Accueil de la Clientèle :

Tous les clients peuvent se présenter dans les bureaux du délégataire à l'adresse suivante :

Société Martiniquaise des Eaux

Z.I. Place d'Armes

LE LAMENTIN

Aux heures d'ouverture suivantes :

- ▶ 7h45 – 12h30, les lundis, mercredis et vendredis
- ▶ 7h45 – 12h30 et 13h45 – 17h00, les mardis et jeudis

Le service d'astreinte de la SME permet de répondre à toutes les urgences, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Le numéro de téléphone en dehors des heures ouvrées est le 05 96 56 99 20.

□ Information de la Clientèle

Le « client-consommateur » réclame une information plus régulière et une plus grande transparence sur la qualité et le prix de l'eau. La SME contribue naturellement à ces réponses avec une action de communication très ouverte, structurée et régulière.

En 2008, les actions de communication suivantes ont été réalisées :

- accueil des écoles, informations, visites des installations,
- généralisation de la lettre d'information « L'Echo des Eaux » relative à la qualité du produit et du service, jointe à l'ensemble des factures des clients de la SME,
- participation à des réunions publiques ou privées (associations de consommateurs), notamment à la demande des associations pour expliquer encore d'avantage la facturation et les bonnes pratiques en matière de consommation d'eau,
- participation à des émissions radio et télévision,
- envoi aux abonnés de factures au format recto-verso. Cette facture présente l'historique des consommations, des messages personnalisés, et une plus grande lisibilité des prestations facturées,
- courrier d'information aux clients ayant opté pour le prélèvement échelonné pour leur préciser les nouvelles règles (du type de celles des impôts),
- envoi avec les factures des fiches éditées par la DSDS sur la qualité de l'eau de distribution publique,
- disponibilité d'informations très détaillées sur notre Société, nos services, notre métier, etc., sur notre site Internet : www.martiniquaisedeseaux.com.

□ Une démarche de progrès

La SME va poursuivre ses actions d'amélioration de l'accueil et du service à la Clientèle.

*** Amélioration de l'accueil téléphonique**

Nous avons engagé, avec notre prestataire en téléphonie, une démarche complète pour tracer l'ensemble des appels téléphoniques que nous recevons en quantité, par personne et par plage horaire.

* Mise en place de nouveaux moyens de paiement : Carte Bancaire, Télépaiement VAD et Borne Interactive de Paiement

L'amélioration de notre offre en moyens de paiement a fait partie de nos priorités dès 2005. C'est une demande forte de la part des clients. La carte bancaire nous était régulièrement demandée au travers de la boîte à suggestions (boîte de libre expression des clients sur leurs attentes vis-à-vis de la SME), dans les courriers et dans les sondages IPSOS (demande faite par 31% des clients sondés). Le télépaiement est également une demande formulée par 11% de nos clients sondés.

a/ La Carte Bancaire

La mise en place du paiement par carte bancaire répond à une demande forte de la clientèle. Ce nouveau mode de paiement a été mis en place en novembre 2005 à la caisse du Siège Place d'Armes.

b/ La Borne Interactive de Paiement (B.I.P.)

Nous prévoyons un investissement au titre d'une B.I.P. pour la clientèle. C'est un automate extérieur qui permet le règlement des factures d'eau, par espèce ou carte bancaire, avec délivrance d'un reçu. Cet appareil, grâce à une aide vocale, est utilisable par tout public. L'avantage pour les clients est la possibilité de régler sa facture à notre agence principale en dehors des heures d'ouverture. Dans le cas d'un afflux ponctuel de clients à la caisse, c'est également une solution qui permet de limiter le délai d'attente et donc d'améliorer la qualité de service.

Cet investissement programmé devra s'inscrire dans la refonte complète de « l'accueil Clientèle » qui ne répond plus entièrement à l'attente des abonnés et de la SME.

c/ Le télépaiement :

Dans l'attente d'un paiement via Internet, nous relançons nos études sur le télépaiement VAD (Vente à Distance) par carte bancaire. Cette option permet à un client sur simple appel téléphonique de régler sa facture d'eau par téléphone en nous indiquant ses références clients et ses coordonnées de carte bancaire. La transaction est assurée par notre banque. Il y a un gain de temps pour le client (pas de déplacement), appréciable également lorsque ce dernier a oublié le règlement de sa facture.

* Réaménagement des locaux d'accueil Clientèle pour offrir plus de confort et de confidentialité aux clients se rendant dans nos locaux

Fin 2004, nous avons transféré le service d'accueil téléphonique de notre siège Place d'Armes, de la partie accueil physique vers la partie back-office, et complété le standard d'un deuxième poste. Ces aménagements concourent à améliorer la qualité de l'accueil téléphonique.

Concernant l'accueil physique, et afin de garantir un meilleur confort aux clients se rendant dans nos locaux, nous avons engagé en 2006 une première phase d'études sur un meilleur agencement des bureaux de Place d'Armes permettant de répondre aux améliorations souhaitées : espaces individualisés pour respect de la confidentialité, meilleure signalisation des files d'attente à l'accueil, installation de la B.I.P., meilleure sécurisation des locaux, etc.

1.1.4. Evolution de la réglementation

□ Principales évolutions du cadre réglementaire dans le domaine de l'assainissement en 2008 :

> Fonds de solidarité en cas de catastrophe naturelle

Décret n° 2008-843 du 25 août 2008 relatif au Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des catastrophes naturelles. Arrêté du 16 septembre 2008 relatif au Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des catastrophes naturelles.

Des aides exceptionnelles peuvent être accordées pour réparer les dégâts causés par des événements climatiques ou géologiques graves, notamment aux digues, réseaux de distribution et d'assainissement de l'eau, stations d'épuration et de relevage des eaux, appartenant aux collectivités locales, et dont les dégâts sont compris entre 150 000 et 4 000 000 euros HT.

Le montant maximal du concours est au plus égal à 40% du montant des réparations.

> Aides publiques et mode de gestion des services publics

TA Pau, 8 avril 2008, Fédération professionnelle des entreprises de l'eau et Préfet des Landes, n°s 070 1422 et 070 1434.

Le Tribunal administratif de Pau a annulé deux délibérations du Conseil Général des Landes par lesquelles ce dernier accordait des aides en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement aux seules communes rurales gérant en régie ces services publics.

Le juge a ainsi sanctionné l'entrave à la liberté de choix du mode de gestion de leur service public par les collectivités bénéficiaires.

> Délimitation des zones humides

Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. Circulaire du 25 juin 2008 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L.214-7 et R.211-108 du code de l'environnement (non publiée).

La police de l'eau peut délimiter des zones humides afin d'éviter leur dégradation liée notamment à des conflits locaux d'intérêt ou d'usages. L'incidence des installations classées pour la protection de l'environnement sur les zones humides est également prise en compte par la police des ICPE.

> Normes de Qualité Environnementale pour l'eau

Directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant ou abrogeant certaines directives

Une nouvelle directive fixe les niveaux de NQE à ne pas dépasser pour 43 substances chimiques dites « prioritaires » (pesticides, métaux lourds) présentant un risque significatif pour l'environnement ou la santé. La liste de substances prioritaires de l'annexe X de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) est modifiée. Certaines substances pourront être classées en « substances dangereuses prioritaires » sur proposition de la Commission.

Par rapport à une année de référence choisie entre 2008 et 2010, les Etats membres devront démontrer d'ici 2018 les progrès réalisés en matière d'émissions, de rejets et de pertes de ces substances.

Les Etats membres doivent transposer cette directive au plus tard le 13 juillet 2010.

Autres textes

Circulaire du 11 janvier 2008 relative à la consultation du public en 2008 sur les projets de SDAGE, le rapport environnemental et le programme de mesures qui y sont attachés (non publiée).

Circulaire n°6/DE du 15 février 2008 relative à l'application des redevances prévues aux articles L.213-10-1 et suivants du code de l'environnement.

Décret n°2008-171 du 22 février 2008 relatif au seuil prévu par le code général des collectivités territoriales concernant certaines dispositions applicables aux marchés publics et accords-cadres.

Arrêté du 12 mars 2008 et Arrêté du 22 mai 2008 portant modification de l'arrêté du 15 mai 2007 relatif à la représentation des collectivités territoriales et des usagers aux comités de bassin.

Décret n° 2008-283 du 25 mars 2008 relatif aux frayères et aux zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole et modifiant le code de l'environnement.

Circulaire du 26 mars 2008 relative aux modalités de mise en œuvre du 4ème programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive n°91/676/CEE du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates » (non publiée).

Avis relatif à une consultation du public sur l'eau (JO du 28 mars 2008).

Circulaire du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux (non publiée), en application du décret n°2007-1313 du 10 août 2007.

Arrêté du 30 juin 2008 approuvant la convention type relative à la coopération de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) avec les directions régionales de l'environnement.

Arrêté du 2 décembre 2008 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (contrôle périodique des installations de combustion soumises à déclaration)

Arrêté du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°1138 (précisions sur le dossier de déclaration des installations d'emploi ou stockage de chlore soumises à déclaration)

Décret n° 2008-1346 du 17 décembre 2008 relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges.

Par ailleurs, une série de décrets a été publiée à fin de l'année 2008 concernant les marchés publics (dématérialisation des procédures, plan de relance économique, relèvement de certains seuils, délai de paiement)

1.1.5. Orientation pour l'avenir

1.1.5.1.Schéma Directeur de Zonage Assainissement

Le SICSM a lancé l'étude du Schéma Directeur de Zonage Assainissement au 1^{er} trimestre 2007.

Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants :

- Définir la stratégie générale de développement du SICSM sur 15 ans avec les aspects juridiques, techniques et financiers
- Déterminer les extensions et les intégrations de réseaux, la construction et la réhabilitation des stations
- Etudier la protection de l'environnement, la lutte contre l'H₂S, la sensibilité des milieux, le choix technique des investissements et d'exploitation, les centres de traitement des matières de vidange et des boues, la pollution diffuse, les filières d'élimination des sous-produits et la réutilisation des eaux épurées en agriculture.

1.1.5.2.Réhabilitation des stations d'épuration

Pour la station du Bourg, il est nécessaire d'aménager la filière boue en équipant le silo d'un agitateur et d'un drain et en permettant l'installation d'une benne de 15 m³. Par ailleurs, la station est en surcharge hydraulique ponctuellement lors des pluies du fait d'un réseau en mauvais état.

1.1.5.3.Réhabilitation des réseaux

Le diagnostic du réseau d'assainissement réalisé en 2004 est toujours d'actualité et fait apparaître des reprises urgentes à prévoir sur environ 1 km de réseau

1.1.5.4.Le devenir des boues de stations de traitement d'eaux usées

• Rappel de la réglementation nationale

Le décret du 8 décembre 1997 fixe les conditions de l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées sur les sols agricoles ou forestiers, ainsi que pour la revégétalisation. L'arrêté du 8 janvier 1998 précise les prescriptions techniques applicables à l'épandage en agriculture.

Les grandes lignes de cette réglementation sont les suivantes :

- Le producteur de boues est responsable de la filière épandage et de son suivi (organisation et encadrement).
- Une filière réglementée et contrôlée par l'Etat (article 9 du décret) ;
- Les boues ont le caractère de déchet et doivent être traitées en conséquence ;
- La qualité des boues doit assurer leur innocuité. Elles doivent être stabilisées et hygiénisées (article 7 du décret) ;
- Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues doit être prévue pour pallier tout empêchement temporaire de se conformer aux dispositions du présent décret (article 8 du décret) ;
- La traçabilité des opérations doit être assurée (article 9 du décret) ;
- Le stockage ne doit pas engendrer de pollutions et de nuisances article 9 du décret, et article 5 de l'arrêté) ;
- Délais d'application de 2 à 3 ans, ou immédiatement s'il n'existe pas de plan d'épandage (article 22 du décret).

La situation actuelle est difficile à gérer pour les collectivités et les exploitants.

Le seul exutoire existant à ce jour est la décharge de la Trompeuse, site qui normalement doit être fermé à partir de 2008.

Concernant la filière agricole, la pression de l'opinion publique et le décret précédent rendent impossible l'épandage de boues non stabilisées et non hygiénisées.

La profession agricole devient de plus en plus sensible aux épandages de boues brutes, même s'ils sont réalisés selon les règles de l'art. De plus, certains stockages autorisés engendrent des odeurs, ce qui provoque des réactions virulentes de riverains parfois relayés par la presse et des associations de protection de l'environnement.

Les principes à retenir sont : réduire les volumes sur site, disposer d'une filière pérenne et de solutions alternatives pour des tailles de stations différentes, et veiller à la cohérence au niveau départemental.

• **CAS DE LA STATION DE LA COMMUNE DE RIVIERE SALEE**

La station du Bourg possède un filtre bande et des lits de séchage.

Les boues de Fond Masson sont soutirées liquides et envoyées sur la station du Bourg pour y être déshydratées.

Le devenir des boues consiste actuellement en une mise en décharge, déclarée, mais non autorisée à ce jour.

La filière actuelle est fragile en plusieurs points :

- interdiction au 1^{er} juillet 2002 de la mise en décharge des déchets non ultimes ;
- une seule décharge fragile à Fort-de-France qui devrait normalement fermer ses portes en 2008

A ce jour, 3 solutions sont en cours d'étude de faisabilité pour l'élimination des boues en Martinique. Certaines d'entre elles pourraient être complémentaires afin de traiter l'ensemble des boues produites sur le département:

1) Usine de compostage des boues au Lamentin

Le projet consisterait à la réalisation d'un investissement privé porté par 2 acteurs qui seraient pleinement impliqués dans la filière d'élimination des boues :

- la SME en tant que producteur de boue
- le Lareinty en tant qu'utilisateur du compost produit en agriculture (cannes à sucre, bananes)

L'étude de ce projet est bien avancée avec un montant d'investissement défini, des sources de subventions identifiées, un process déterminé et un terrain localisé.

Les atouts principaux de ce projet sont :

- une solution rustique et fiable
- une excellente qualité des boues permettant une valorisation agricole
- un co-produit (palette broyée) en abondance localement et non traité chimiquement
- une réduction significative de l'utilisation des engrais chimiques pour les terres cultivées avec épandage de compost

- un débouché garanti en agriculture pour le compost
- une maîtrise du foncier pour le projet et une situation géographique permettant des économies de transport des boues et du compost
- une réalisation rapide de l'usine (mise en service possible au 1^{er} semestre 2011)

2) Le Centre de Valorisation Organique du Robert (CVO)

Le CVO produit actuellement du compost à partir de déchets fermentescibles issus de la collecte sélective des ordures ménagères et des déchets verts. Une étude est en cours pour la faisabilité de l'admission de boues d'épuration dans l'usine en vue de la fabrication d'un compost utilisable en agriculture.

3) Four à biomasse (CACEM)

La CACEM souhaite étudier une solution d'élimination des boues après passage sur un four à biomasse (incinération des déchets verts pour séchage des boues) et incinération des boues séchées dans les fours d'OM existants.

1.1.5.5.L'assainissement non collectif

L'assainissement non collectif n'est pas inclus dans le contrat d'affermage de la SME.

Les informations ci-après sont données à titre indicatif au SICSM qui a pris la compétence dans ce domaine.

La loi n° 2006-1172 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques a modifié l'arrêté de mai 1996 comme suit.

Les communes assurent le contrôle des installations. Cette mission est effectuée soit par une vérification de la conformité de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de 8 ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant si nécessaire une liste de travaux à effectuer dans un délai de 4 ans

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations, qui doit être effectué au plus tard le 31 décembre 2012. Les modalités de vérification de la conformité et de réalisation des diagnostics seront définies par un arrêté interministériel.

Les communes peuvent à la demande du propriétaire assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations. Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation.

Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif est joint au dossier de diagnostic technique prévu par le code de la construction et de l'habitation.

L'ensemble des prestations de collecte et d'épuration doivent en tout état de cause être assurées au plus tard au 31 décembre 2020.

1.1.6. Les faits marquants 2008

- Dans le cadre de ses engagements contractuels, la SME é équipé en télésurveillance 90 postes de refoulement et mini-steps. Nous nous heurtons cependant aux difficultés d'ouverture de lignes par les services de France Télécom.

1.1.7. Indicateurs techniques**1.1.7.1. Indicateurs de performance**

DOMAINE	N°	INDICATEUR	Bourg	Fond Masson	Kanel
Continuité de la collecte	1	Taux de curage curatif.	1,14		
Dépollution et traitement	2	Taux de conformité des rejets d'épuration.	83%	Non jugeable	Non jugeable
	3	Indices de conformité réglementaire des rejets.	1	Non jugeable	Non jugeable
Gestion durable du patrimoine	4	Politique patrimoniale (réseau)	20%	20%	20%
Gestion des boues	5	Taux de boues évacuées selon une filière pérennisée	0%	0%	0%

1 – Taux de curage curatif

Unité : Nb / 1 000 abonnés

Définition : (nombre total d'interventions de curage curatif sur réseaux et branchements (hors avaloirs) / nombre d'abonnés) x 1 000

2 – Taux de conformité des rejets d'épuration

Unité : %

Définition : Nombre de bilans conformes / nombre de bilans réalisés dans l'année.

Un bilan est considéré comme non conforme dès lors qu'un paramètre dépasse les seuils fixés par l'arrêté préfectoral.

3 – Indices de conformités réglementaires des rejets

Unités : 2 notes comprises entre 0 et 1 chacune.

Définition :

- conformité à la Directive européenne ERU et au décret de transposition
oui : 1 / non : 0
- conformité à l'arrêté préfectoral (s'il existe)
oui : 1 / non : 0

4 – Politique patrimoniale (réseau assainissement)

Unité : %

Définition : un indice de 0 à 100 % est attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau et selon le degré d'avancement de la politique patrimoniale.

0 % : absence de plan du réseau ou plans incomplets.

20 % : informations topographiques complètes sur le réseau (plan mis à jour), localisation des ouvrages annexes (déversoirs d'orage, ...) mais autres informations incomplètes.

40 % : informations topographiques complètes (plan mis à jour) accompagnées de descriptions détaillées de chaque tronçon (section, matériau, année de pose), mais autres informations incomplètes.

60 % : informations topographiques complètes sur le réseau (plan mis à jour, descriptions détaillées de chaque tronçon indiquant le section, le matériau et l'année de pose, localisation des "points noirs" (défauts structurels), des dysfonctionnements (débordements) et localisation des interventions (curage curatif, travaux de réhabilitation).

80 % : informations complètes sur le réseau, comprenant un descriptif complet et la localisation des interventions (voir ci-dessus) et existence d'un plan pluriannuel de réhabilitation.

100 % : informations complètes sur le réseau, comprenant un descriptif complet, la localisation des interventions (voir ci-dessus) et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de réhabilitation.

5 – Taux de boues évacuées selon une filière pérennisée

Unité : %

Définition : TMS de boues admises par une filière pérennisée / TMS totale de boues produites.

Les filières suivantes sont considérées comme pérennisées :

Épandage : Plan d'épandage + déclaration de transport.

Décharge : Siccité supérieure à 30 % + déclaration de transport.

Incinération : Autorisation d'exploitation du gestionnaire de l'usine + déclaration de transport.

Compostage : Déclaration d'exploitation ou autorisation si production supérieur à 10 000 t/an.

1.1.7.2. Usagers assainissement collectif• **NOMBRE D'USAGERS – VOLUMES ASSUJETTIS**

ANNEES	2005	2006	2007	2008
Nombre d'assujettis (u)	2 635	2 678	2 646	2 643
Volumes assujettis (m ³)	314 771	297 576	286 306	283 213

1.1.7.3. Assainissement non collectif

Le contexte réglementaire a été rappelé dans le paragraphe 1.1.4 3 « Problématique de l'assainissement non collectif ».

Nous ne disposons pas de données actuellement sur le nombre de logements concernés par l'assainissement non collectif.

1.1.7.4. Réseaux et postes de refoulement***1.1.7.4.1. Descriptif patrimonial***

Réseau		2005	2006	2007	2008
linéaire gravitaire	<i>m</i>	16 704	17 304	17 004	17 004
linéaire refoulement	<i>m</i>	4 482	4 482	4 662	4 662
nombre de postes	<i>u</i>	8	8	9	9
nombre de regards	<i>u</i>	457	457	465	465
nombre de pompes	<i>u</i>	16	18	18	18
puissance totale installée	<i>kW</i>	66	72	82	82

1.1.7.4.2. Fonctionnement des réseaux

Type d'intervention	2008
Désobstruction (u)	3
Curage (ml)	3 860
Inspection télévisée (ml)	-
Test à la fumée (nombre de branchements)	-
Réparation sur canalisation (u)	1
Réparation sur branchements (u)	-

1.1.7.4.3. Fonctionnement des postes de refoulement

Le tableau ci-dessous synthétise les temps de fonctionnement et des consommations électriques annuelles pour les postes de refoulement de la commune de Rivière Salée.

POSTE DE REFOULEMENT	FONCTIONNEMENT ANNUEL (h/an)	VOLUMES (m ³ /an)	CONSOMMATION E.D.F (kWh/an)
Poste Thoraille	1 525	152 500	9 882
Poste La Haut	2 616	28 776	5 524
Poste Ibis	913	15 521	1 796
Poste Carrière	1 015	101 500	760
Poste Campêche	6 998	209 940	18 091
Poste Plaisance	2 594	155 640	11 670
Poste Marine	4 788	478 800	39 197
Poste Carrefour	3 259	58 662	4 412
Poste Stade	2 317	171 458	6 929
Poste Mimosas*	689	6 546	1 358
TOTAL RIVIERE SALEE	26 714	1 379 343	99 619

* poste réhabilité en 2007

1.1.7.5. Fonctionnement des stations de traitement d'eaux usées

1.1.7.5.1. Descriptif patrimoniale

Stations de traitement		2005	2006	2007	2008
nombre	<i>u</i>	2	2	2	2
capacité totale	<i>éq.hab.</i>	7 500	7 500	7 500	7 500
puissance totale installée	<i>kW</i>	62	62	62	62

1.1.7.5.2. Fonctionnement des stations

Le tableau ci-dessous synthétise les volumes traités et les consommations électriques annuels pour l'ensemble des stations de la commune de Rivière Salée.

STATION DEPURATION	VOLUME TRAITE (m ³ /an)	CONSUMMATION E.D.F. (kWh/an)
Bourg	650 258*	159 021
Fond Masson**	-	23 821
Kanel**	-	4 064
TOTAL RIVIERE SALEE	650 258	186 906

* : estimation à partir des postes de relèvement en amont

** : mesure non disponible car absence de comptage

▪ Le Bourg (7 000 éq. hab)

Pour la station du Bourg, il est nécessaire de renforcer le filtre bande actuel par une installation de plus forte capacité. Par ailleurs, la station est en surcharge hydraulique ponctuellement lors des pluies du fait d'un réseau en mauvais état.

► TAUX DE CHARGE DES STATIONS

Paramètres	STATION		
	BOURG	FOND MASSON	KANEL
	TAUX DE CHARGE		
Débit	172 %	186 906	-
DBO ₅	117 %	-	-
DCO	113 %	-	-
MES	159 %	-	-
NK	-	-	-
Pt	-	-	-

▪ Station du Bourg

La surcharge hydraulique de cette installation est réelle en période pluvieuse et se traduit par une augmentation importante des quantités d'eaux arrivant sur la station d'épuration.

▪ Stations de Fond Masson et Kanel

Non jugeables (pas de bilan car travaux en cours d'autosurveillance).

1.2. Indicateurs financiers

1.2.1. Tarifs

Commune de Rivière Salée

Tarif au 2^{ème} semestre 2008

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES

K connu au 01/07/08 : 1,3000

Prix de base exprimé en valeur 30 septembre 1997

Nature	Part du délégataire		Part de la Collectivité
	prix de base	prix actualisé	
Tous usagers			
Prime fixe semestrielle	26,68	34,68	0,99
Consommation	0,7028	0,9136	0,31

TAXES et REDEVANCES pour les organismes publics

	prix	Destinataires
Redevance Modernisation Collecte TVA	0,05 2,10%	ODE Trésor public

1.2.2. Prix de l'eau (facture 120 m3)

Facture d'un client ayant consommé 120 m³ établie sur la base des tarifs du 2ème semestre 2008					
	M ³	Prix unitaire 2008	Montant 2008	Montant 2007	Evolution 2008/2007
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES					
Part du délégataire					
Abonnement annuel		34,68	69,36	66,50	4,3%
Consommation	120	0,9136	109,63	105,11	4,3%
Part de la Collectivité					
Abonnement annuel		0,99	1,98	1,98	0,0%
Consommation	120	0,31	37,20	37,20	0,0%
Organismes publics					
Redevance Modernisation Collecte	120	0,05	6,00	0,00	
TVA à 2,1 %			3,25	3,03	7,3%
Sous-total TTC assainissement			227,42	213,82	6,4%
Soit le m3 TTC hors abonnement			1,30	1,21	7,4%

Mise en place de la redevance Modernisation des Réseaux de Collecte au 1^{er} janvier 2008

COMMUNE DE RIVIERE SALEE

RESEAU DU BOURG

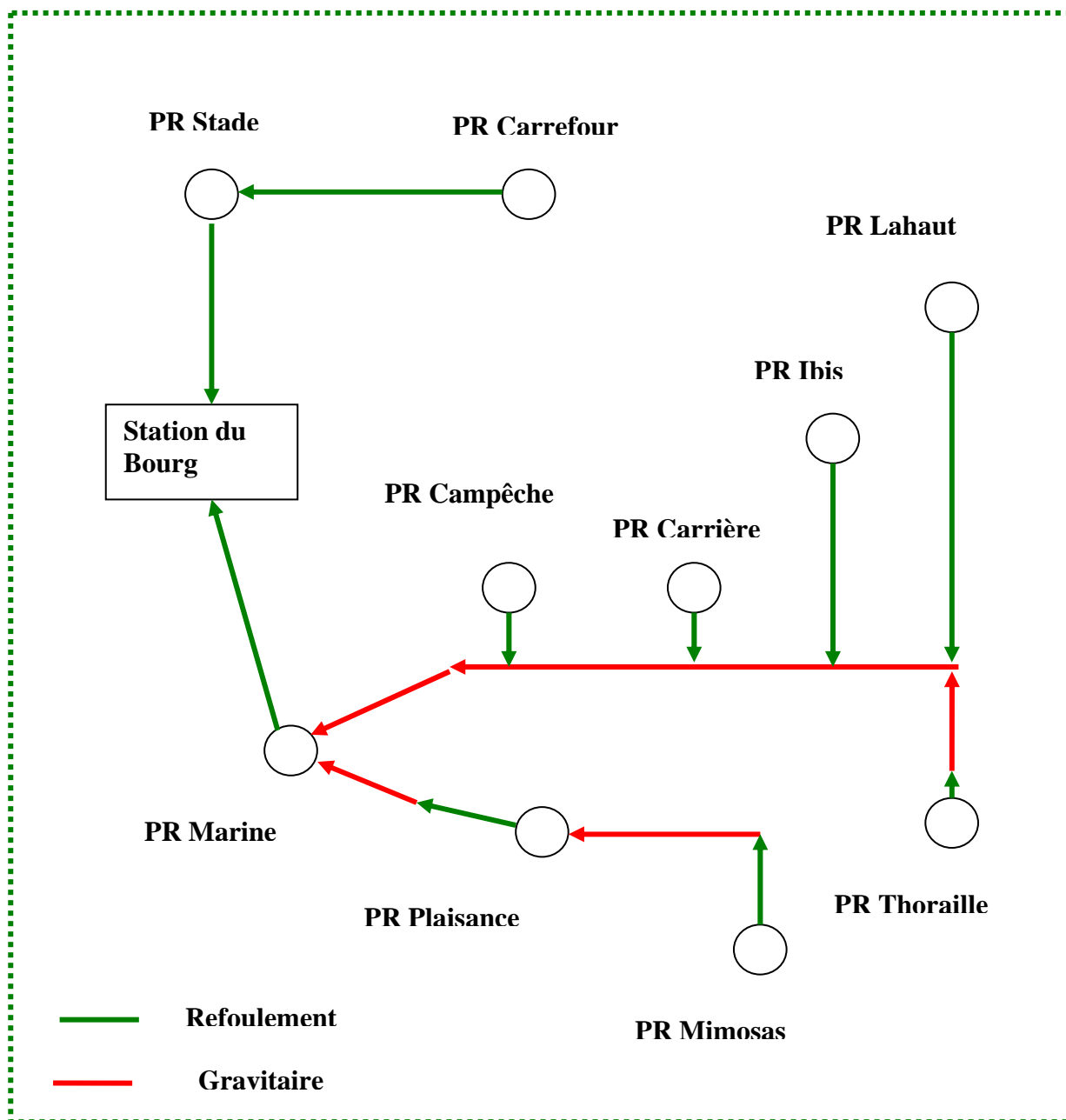


STATION DE TRAITEMENT D'EAUX USEES DU BOURG. -BASSIN D'AERATION -

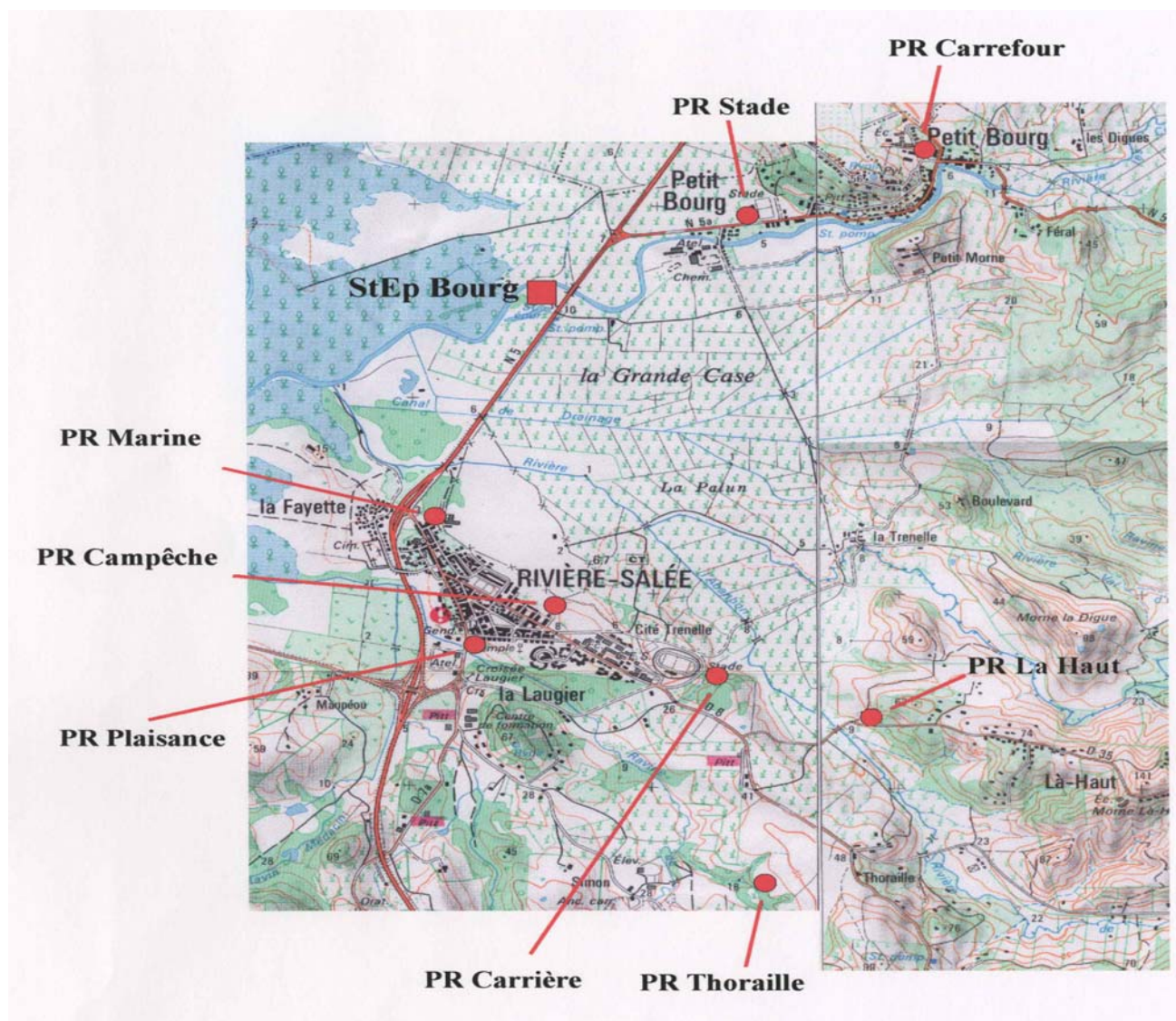
2. RESEAU DU BOURG

2.1. Schéma d'ensemble

2.1.1. Principe de fonctionnement



2.1.2. Localisation



2.2. Inventaire des ouvrages

2.2.1. Réseaux de collecte

Linéaires des réseaux (ml)	U	Janvier 2007	U	Réceptionné en 2007	U	Janvier 2009
Poste Thoraille						
Gravitaire		2 390				2 390
Refoulement		460				460
Nombre de regards	79				79	
Total	79	2 850			79	2 850
Poste La Haut						
Gravitaire						
Refoulement		511				511
Nombre de regards						
Total		511				511
Carrière						
Gravitaire		1 680				1 680
Refoulement		180				180
Nombre de regards	80				80	
Total		1 860				1 860
Poste Campêche						
Gravitaire		3 360				3 360
Refoulement		106				106
Nombre de regards	84				84	
Total		3 466				3 466
Poste Plaisance						
Gravitaire		2 100				2 100
Refoulement		85				85
Nombre de regards	60				60	
Total		2 185				2 185

Linéaires des réseaux (ml)	U	01 Janvier 2008	U	Réceptionné en 2008	U	01 Janvier 2009
Poste Marine						
Gravitaire		2 900				2 900
Refoulement		1 500				1 500
Nombre de regards	70				70	
Total		4 400				4 400
Poste Carrefour P. Bourg						
Gravitaire		2 360				2 360
Refoulement		700				700
Nombre de regards	28				28	
Total		3 060				3 060
Poste Stade						
Gravitaire		1 914				1 914
Refoulement		940				940
Nombre de regards	56				56	
Total		2 854				2 854
Poste Mimosas						
Gravitaire		100				100
Refoulement		100				100
Nombre de regards	4				4	
Poste Ibis						
Gravitaire		-				-
Refoulement		80				80
Nombre de regards						
TOTAL GENERAL	461	21 466			461	21 466

*Modifications dues à des erreurs de comptage.

2.2.2. Postes de refoulement

DESIGNATION	EQUIPEMENTS	Puissance (kW)	DEBIT (m ³ /h)	HMT (m)	Date d'installation
Poste Thoraille					
Pompe 1	AFP 1049.A	9	100	18	2007
Pompe 2	AFP 1049.A	9	100	18	2007
Total		18			
Poste La Haut					
Pompe 1	Flygt MP 3085/170 MT 253	2,4	11	23	2005
Pompe 2	Flygt MP 3085/170 MT 253	2,4	11	23	2005
Total		4,8			
Poste Les Ibis					
Pompe 1	Flygt MP 3102/170 HT 261	4,4	17	28	2005
Pompe 2	Flygt MP 3102/170 HT 261	4,4	17	28	2005
Total		8,8			
Poste Carrière					
Pompe 1	Flygt CP 3102/180 MT 432	3,1	100	5	1998
Pompe 2	Flygt CP 3102/180 MT 432	3,1	100	5	1998
Total		6,2			
Poste Campêche					
Pompe 1	Flygt CP 3102 /180 MT 430	3,1	30	14	2000
Pompe 2	Flygt CP 3102 /180 MT 430	3,1	30	14	2000
Total		6,2			
Poste Plaisance					
Pompe 1	AFP 1041.1	3	60	10	2007
Pompe 2	AFP 1041.1	3	60	10	2007
Total		6			

DESIGNATION	EQUIPEMENTS	Puissance (kW)	DEBIT (m ³ /h)	HMT (m)	Date d'installation
Poste Marine					
Pompe 1	ABS AFP 1049	9	115	17	2007
Pompe 2	ABS AFP 1049	9	115	17	2007
Total		18			
Poste Stade (Pt Bourg)					
Pompe 1	Flygt CP 3085 MT 430	2,4	30	10	2000
Pompe 2	Flygt CP 3085 MT 430	2,4	30	10	2000
Total		4,8			
Poste Carrefour (Pt Bourg)					
Pompe 1	ABS AFP 0831	3	22	10	2007
Pompe 2	ABS AFP 0831	3	22	10	2007
Total		6			
Poste Mimosas					
Pompe 1	PIRHANA-S17	1,7	10	9,5	2007
Pompe 2	PIRHANA-S17	1,7	10	9,5	2007
Total		3,4			
T O T A L P U I S S A N C E		82,2			

2.2.3. Station de traitement d'eaux usées du Bourg

En 1983 : mise en service de la première tranche de la station d'épuration à boues activées, à aération prolongée, de capacité nominale équivalente à 2 000 éq. hab., construite par SOBEA.

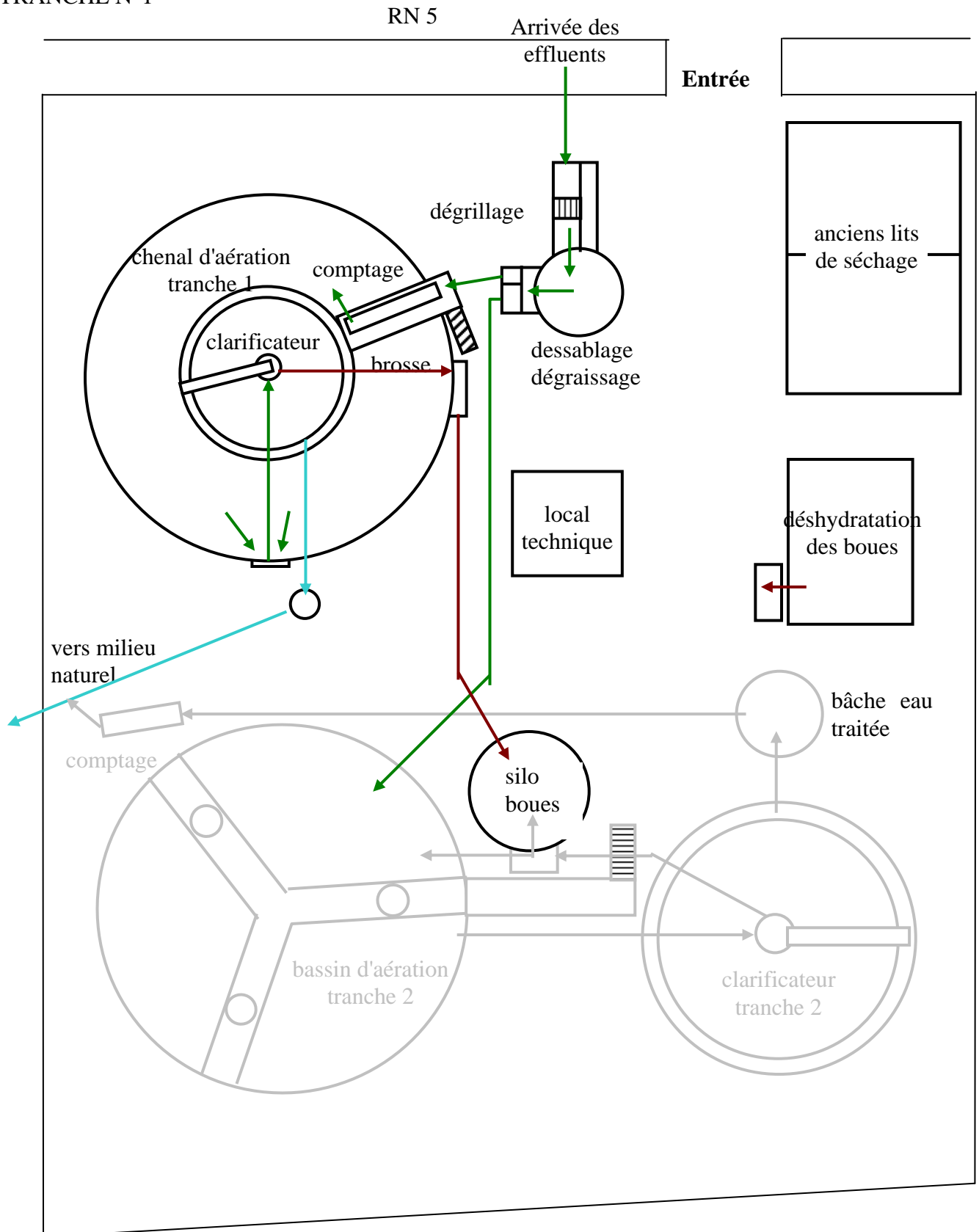
En 1990 : mise en service de la deuxième tranche de la station d'épuration à boues activées, à aération prolongée, de capacité nominale équivalente à 5 000 éq.hab., construite par GETELEC.

TRAITEMENT DES EFFLUENTS			
Equipements	Type	Nombre	Puissance (kW)
Prétraitement	Dégrilleur courbe automatique	1	0,5
	Déssableur / déshuileur	1	1,2
Répartiteur	40% station 1 / 60% station 2		
Première tranche			
Aération	Bassin	1	
	Pont brosse	1	15,0
Décantation	Bassin V:100m ³ S:54m ²		
	Pont racleur	1	0,2
Recirculation	Pompes Flygt CP 3085		
	Q : 36 m ³ /h	2	4,0
Deuxième tranche			
Aération	Bassin V130 m ³	1	
	Turbines	3	27,6
Décantation	Bassin V:288m ³ S:122m ²	1	
	Pont racleur	1	0,25
Recirculation	Pompes Flygt DP 3041 MT 470		
	Q : 60 m ³ /h	2	2,2
Déshydratation	Presse à bande EMO	1	1,27
Divers	Eclairages ...		3,0
Total puissances			59

TRAITEMENT DES BOUES				
Equipements	Type	Nombre	Surface Totale (m ²)	Volume (m ³)
Stockage	Silo à boue	1	-	90
Deshydratation	Filtre à bandes	1		
Séchage	Lit de séchages	4	92	45

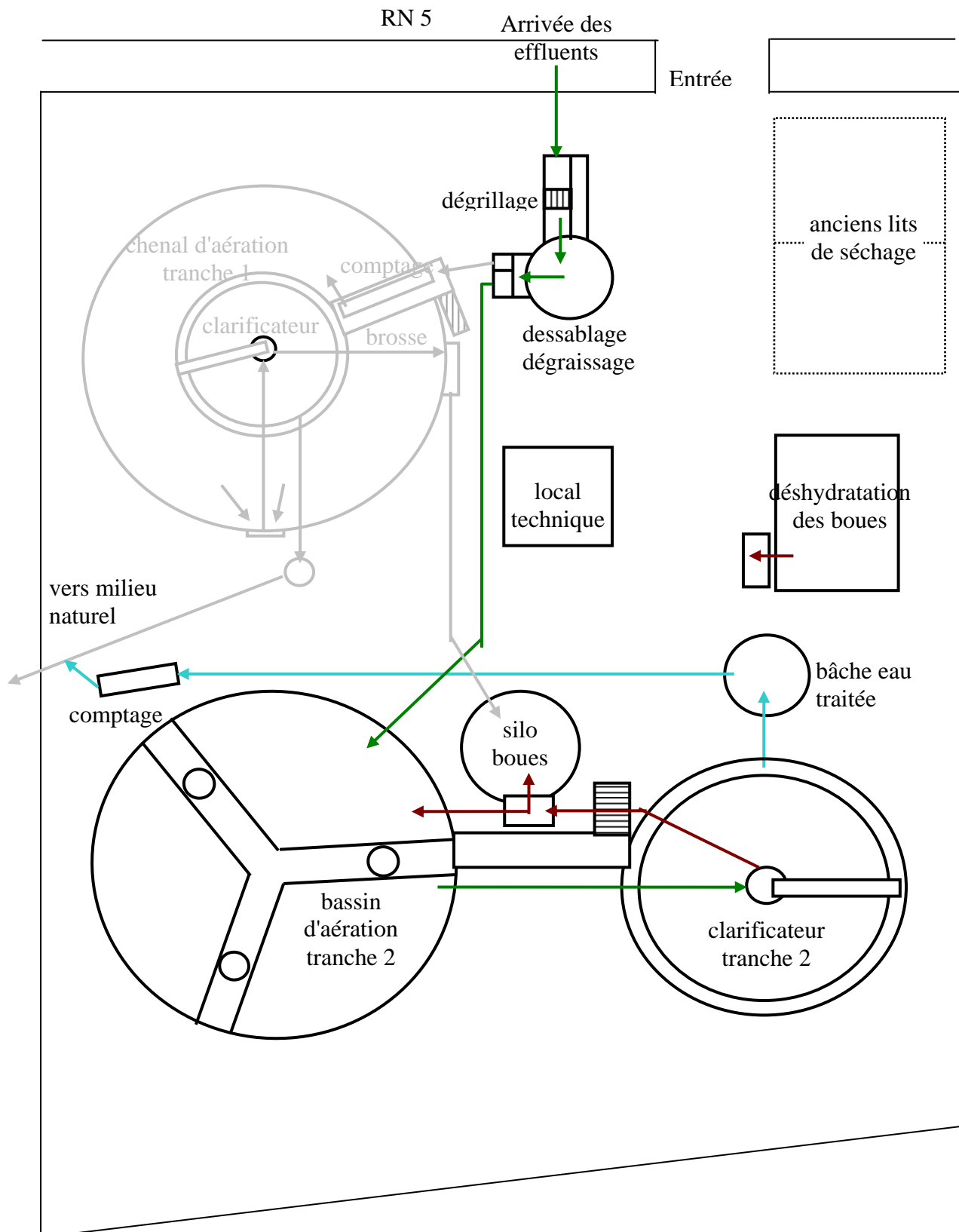
Principe de fonctionnement station de traitement des eaux usées du Bourg Commune de RIVIERE SALEE

TRANCHE N°1



Principe de fonctionnement station de traitement des eaux usées du Bourg Commune de RIVIERE SALEE

TRANCHE n°2



2.3. Fonctionnement des ouvrages

2.3.1. Réseaux

De la réalisation du diagnostic du réseau communal d'assainissement ont découlé une meilleure connaissance du réseau et une anticipation des bouchons sur le réseau.

2.3.2. Postes de refoulement

DESIGNATION	Fonctionnement		Volumes		Consommation E.D.F.	
	Annuel (h/an)	Journalier (h/j)	Annuel (m ³ /an)	Journalier (m ³ /j)	Annuelle (kWh/an)	Journalière (kWh/j)
Poste THORAILLE	1 525	4,17	152 500	417	9 882	27
Poste LA HAUT	2 616	7,15	28 776	79	5 524	15
Poste CARRIERE	1 015	2,77	101 500	277	760	2
Poste CAMPECHE	6 998	19,12	209 940	574	18 091	49
Poste PLAISANCE	2 594	7,09	155 640	425	11 670	32
Poste MARINE	4 788	13,08	478 800	1 308	39 197	107
Poste CARREFOUR (Petit Bourg)	3 259	8,93	58 662	161	4 412	12
Poste STADE (Petit Bourg)	2 317	6,35	171 458	470	6 929	19
Poste Les Ibis	913	2,49	15 521	42	1 796	5
Poste Mimosas	689	1,88	6 546	18	1 358	4

• OPERATIONS PARTICULIERES D'ENTRETIEN

Poste de Thoraille

De fréquentes interventions d'hydrocurage sont liées à l'arrivée massive de graisses sur ce poste.

Poste Lahaut

De nombreuses interventions de vidange, dessablage et d'enlèvement des graisses sur ce poste.

Poste Marine

L'état critique des réseaux de collecte dans le bourg conduit à des infiltrations permanentes d'eaux et à des temps de fonctionnement prolongés des pompes de relèvement.

- Remplacement des barres de guidage
- Remplacement des relais de phase

OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Aucune opération de renouvellement n'a été réalisée sur les PR.

2.3.3. Station de traitement d'eaux usées du Bourg

DESIGNATION	Fonctionnement		Volumes		Consommation E.D.F.	
	Annuel (h/an)	Journalier (h/j)	Annuel (m³/an)	Journalier (m³/j)	Annuelle (kWh/an)	Journalière (kWh/j)
Volume entrée station	-	-	650 258*	1 791	-	-
Aération	12 958	35,4	-	-	-	-
Recirculation	8 554	23,5	342 864	937	-	-
Déshydratation	1 344	3,67	-	-	-	-
Evacuation de boues	-	-	914	-	-	-
Energie consommée	-	-	-	-	159 021	434,5

* : estimation à partir des postes de relèvement en amont

- OPERATIONS PARTICULIERES D'ENTRETIEN**

- Remplacement vanne d'arrivée
- Remplacement condensateur armoire de commande
- Mise en service du nouveau comptage EDF

- OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT**

- Renouvellement racleur de fond et cloisons siphonides file 1..... 7 k€
- Renouvellement tapis de presse à bandes5,5 k€

2.4.Limites des ouvrages et projets de renforcements

2.4.1. Réseaux eaux usées

Le diagnostic du réseau d'assainissement réalisé depuis 2004 est toujours d'actualité et fait apparaître des reprises urgentes à prévoir :

- Reprise de 221 ml sur les collecteurs gravitaires du lotissement « Les Palmiers » de Petit Bourg ;
- Reprise de 575 ml Grand Bourg ;
- Reprise de 25 ml au lotissement La Carrière ;
- Reprise de 12 ml au lotissement Les Ibis ;
- Reprise du réseau de collecte de la cité Thoraille (gestion Ozanam).

2.4.2. Postes de refoulement

Les problèmes d'intrusion d'eaux pluviales génèrent des fonctionnements importants des postes situés en bout de collecte. Une réflexion s'impose sur les dispositions à prendre sur ces installations

Rappel : Aucun poste n'est équipé de dispositif antichute.

2.4.3. Stations de traitement d'eaux usées

Le filtre à bandes existant (largeur : 1 m) sur la station ne permet pas d'extraire la totalité des boues produites ; son remplacement par un filtre à bandes de plus grande capacité ou une centrifugeuse appropriée est urgent.

Par ailleurs, la station est en surcharge hydraulique ponctuellement lors des pluies du fait d'un réseau en mauvais état.

En 2008, les travaux destinés à équiper cette station en préleveurs fixes d'eau brute et d'eau traitée et d'une mesure de débit en entrée ont été réalisés conformément à l'arrêté du 22 décembre 1994 pour les stations de traitement d'eaux d'une capacité supérieure à 2000 équivalent-habitants. Toutefois, ces travaux n'ont pas été réceptionnés.

3. RESEAU DE FOND MASSON

3.1. Inventaire des ouvrages

3.1.1. Réseaux de collecte

Linéaires des réseaux FOND MASSON	U	01 janvier 2008	U	Réceptionné en 2008	U	01 janvier 2009
Réseau Gravitaire Diamètre 200 Nombre de regards	39	600			39	600
TOTAL GENERAL	39	600			39	600

3.1.2. Réseau de Fond Masson

Aucun élément à signaler.

3.1.3. Station de traitement d'eaux usées de Fond Masson.

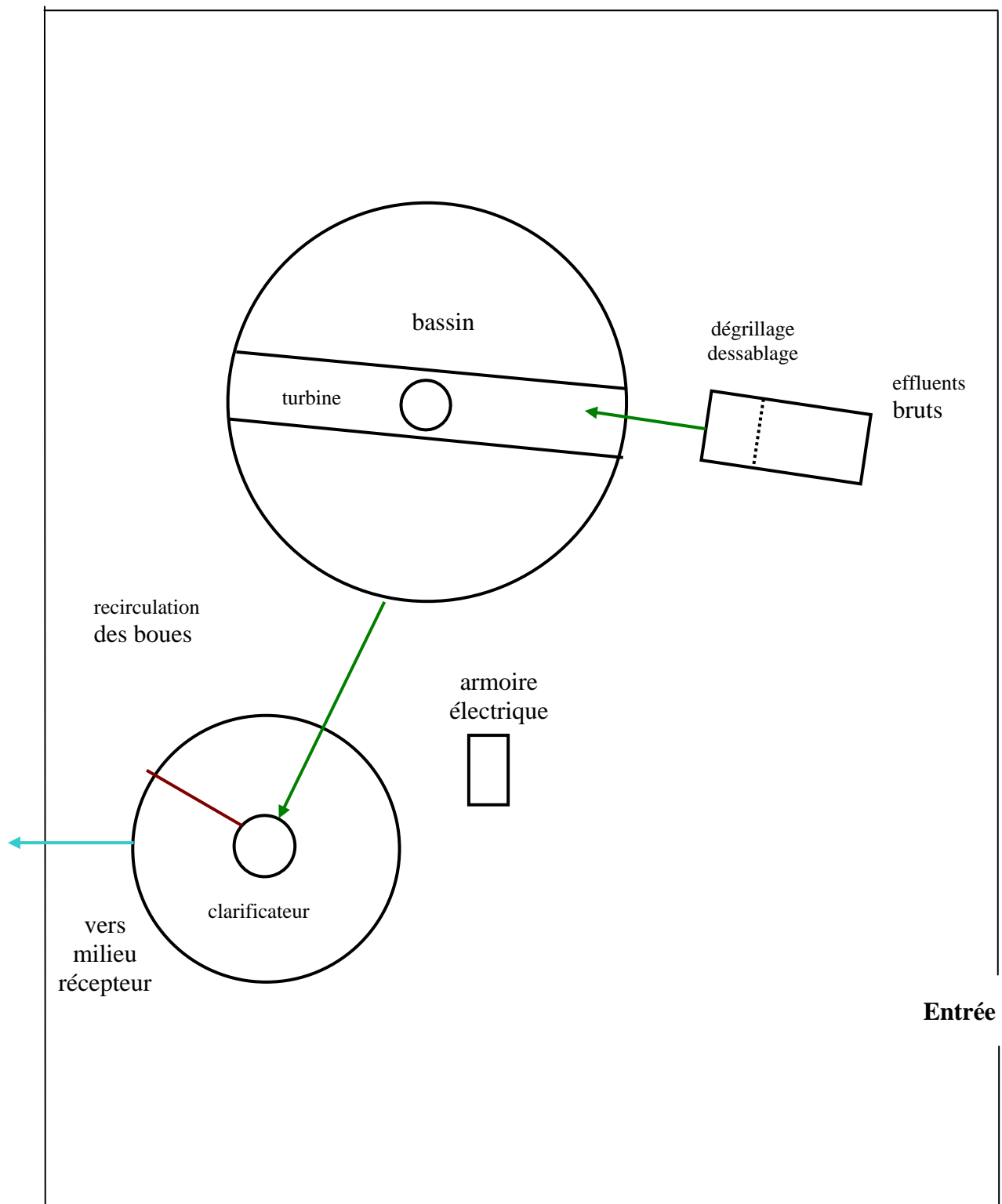
Station de type Oxyvor mise en service en 1988, de capacité équivalente à 500 équ. hab.

Cuve en résine pour l'aération et la décantation séparée.

Abonnés raccordés : 108 logements (soit environ 378 habitants)



**PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT STATION DE TRAITEMENT D'EAUX USEES DE
FOND MASSON
Commune de RIVIERE SALEE**



3.2.Fonctionnement des ouvrages

3.2.1. Réseaux

Aucun élément à signaler quant au fonctionnement du réseau.

3.2.2. Station de traitement d'eaux usées de Fond Masson

DESIGNATION	Fonctionnement		Volumes		Consommation E.D.F.	
	Annuel (h/an)	Journalier (h/j)	Annuel (m ³ /an)	Journalier (m ³ /j)	Annuelle (kWh/an)	Journalière (kWh/j)
Aération	4 108	11,2	-	-	-	-
Recirculation	2 249	7,9	44 980	123	-	-
Extraction boues clarificateur	-	-	156	47 kgMS	-	-
Energie consommée	-	-	-	-	23 821	65,10

- OPERATION DE RENOUVELLEMENT ET D'ENTRETIEN PARTICULIER
- Renouvellement de l'aération par un hydroéjecteur

3.3.Limites des ouvrages et projets de renforcements

3.3.1. Réseaux eaux usées

Aucun élément à noter de façon particulière.

3.3.2. Station de traitement d'eaux usées

Ces installations ne permettent pas le raccordement d'opérations immobilières supplémentaires. Elle est à ce jour une installation à saturation et le projet communal d'une école primaire ne pourra y être raccordé sans une mise à niveau des équipements.

4. RESEAU DE KANEL

4.1. Inventaire des ouvrages

4.1.1. Réseaux de collecte

Linéaires des réseaux Kanel	U	01 janvier 2008	U	Réceptionné en 2008	U	01 janvier 2009
Réseau Gravitaire Diamètre 200 Nombre de regards	4	200			4	200
TOTAL GENERAL	4	200			4	200

4.1.2. Station de traitement d'eaux usées de Kanel

Station de type Oxyvor de capacité équivalente à 200 éq. hab.

Cuve en résine pour l'aération et la décantation séparée.

Abonnés raccordés : 20 logements environ

4.2. Fonctionnement des ouvrages

4.2.1. Réseaux

Rien à signaler

4.2.2. Station de traitement d'eaux usées de Kanel

DESIGNATION	Fonctionnement		Volumes		Consommation E.D.F.	
	Annuel (h/an)	Journalier (h/j)	Annuel (m ³ /an)	Journalier (m ³ /j)	Annuelle (kWh/an)	Journalière (kWh/j)
Aération	1 878	5,2	-	-	-	-
Recirculation	3 303	9	10 500	29	-	-
Extraction boues clarificateur	-	-	3	1 kgMS	-	-
Energie consommée	-	-	-	-	4 064	11,20

• OPERATION DE RENOUVELLEMENT ET D'ENTRETIEN

Rien à signaler

4.3. Limites des ouvrages et projets de renforcements

4.3.1. Réseaux eaux usées

Une grosse campagne de travaux est à initier pour limiter les intrusions d'eaux pluviales sur le réseau du bourg.

4.3.2. Station de traitement d'eaux usées

Le dimensionnement des installations de traitement du bourg est à repenser mais doit tenir compte d'une arrivée massive d'eaux pluviales sur l'installation du bourg

Annexes

Réseau du Bourg

Fiches récapitulatives de fonctionnement :

- Poste de relèvement « Thoraille »
- Poste de relèvement « Là-Haut »
- Poste de relèvement « Ibis»
- Poste de relèvement « Carrière »
- Poste de relèvement « Campêche »
- Poste de relèvement « Plaisance »
- Poste de relèvement « Marine »
- Poste de relèvement « Carrefour »
- Poste de relèvement « Stade »
- Station de traitement d'eaux usées Rivière Salée

Rapport d'auto-surveillance de la station de Rivière Salée

Réseau de Fond Masson

- Station de traitement d'eaux usées de Fond Masson

Réseau de Kanel

- Station de traitement d'eaux usées de Kanel